

L'appétit vorace de l'industrie norvégienne du saumon menace les moyens de subsistance en Afrique de l'ouest

[Un nouveau rapport intitulé « Blue Empire : How the Norwegian salmon industry extracts nutrition and undermines livelihoods in West Africa » dévoile les conséquences dévastatrices de l'industrie norvégienne du saumon d'élevage sur les populations d'Afrique de l'Ouest. Publié par Feedback et une coalition d'organisations d'Afrique de l'Ouest et de Norvège, le rapport dénonce la voracité de cette industrie qui entraîne une perte des moyens de subsistance et des problèmes de malnutrition dans la région.](#)



Les éléments clés du rapport révèlent que le secteur du saumon d'élevage norvégien extrait près de 2 millions de tonnes de poissons sauvages chaque année pour nourrir les saumons en élevage. Cette extraction massive représente 2,5 % des

captures mondiales de pêche marine. Une part significative de l'huile de poisson utilisée dans l'élevage du saumon norvégien provient d'Afrique du Nord-Ouest, une région déjà touchée par une grave insécurité alimentaire.

Feedback a calculé que le poisson utilisé pour produire cette huile aurait pu nourrir jusqu'à 4 millions de personnes en Afrique de l'Ouest, répondant ainsi à leurs besoins nutritionnels annuels. Les principaux responsables de cette situation sont les quatre géants de l'alimentation animale, **MOWI**, **Skretting**, **Cargill** et **Biomar**, qui fournissent la quasi-totalité de l'alimentation utilisée dans l'élevage du saumon norvégien.

Le rapport met en évidence la disproportion entre la production de saumon d'élevage en Norvège et la quantité de poisson sauvage nécessaire pour produire l'huile de poisson.



Alors que la Norvège envisage de tripler sa production de saumon d'élevage d'ici 2050, la demande en poissons sauvages pourrait être trois fois plus importante qu'en 2020. Malgré les engagements affichés en matière de développement durable, le secteur n'adopte que peu d'alternatives pour remplacer le poisson sauvage dans l'alimentation des saumons.

L'impact sur l'Afrique de l'Ouest est dramatique, avec des conséquences directes sur la sécurité alimentaire. Le poisson provenant des zones de pêche au large des côtes de l'Afrique de l'Ouest aurait pu nourrir des millions de personnes, mais est détourné pour alimenter l'industrie du saumon norvégien. En 2021, la Norvège a exporté 118 000 tonnes de saumon vers la France, représentant 70% de la consommation de saumon dans le pays.

Des experts et représentants d'organisations ont réagi au rapport. Natasha Hurley, directrice de campagnes de Feedback, dénonce l'expansion de l'aquaculture industrielle comme un « colonialisme des temps modernes ». Marie Suzanna Traore, secrétaire exécutive du RAMPAO, souligne que la pêche artisanale est vitale pour les communautés autochtones, tandis que Dr. Aliou Ba de Greenpeace Afrique appelle à l'arrêt immédiat de ces pratiques destructrices.

Le rapport appelle le gouvernement norvégien à stopper la croissance du secteur du saumon d'élevage, exiger une transparence totale dans la chaîne d'approvisionnement et s'assurer que les objectifs de développement global ne soient pas compromis. Les entreprises, dont les producteurs de saumon et d'aliments pour animaux, sont également appelées à divulguer de manière transparente leurs approvisionnements, cesser de s'approvisionner dans des zones exacerbant l'insécurité alimentaire et mettre fin à l'utilisation de poissons sauvages dans l'alimentation animale.

Megan Valère SOSSOU



Boîte d'info

Pour satisfaire l'appétit de l'aquaculture mondiale pour le poisson sauvage, l'industrie de la farine et de l'huile de poisson s'est développée en Afrique de l'Ouest ces dernières années. Au cours de ces dix dernières années, le nombre d'usines de farine et d'huile de poisson en Afrique de l'Ouest est passé de 5 à 49.

Les producteurs norvégiens d'aliments pour animaux s'approvisionnent en huile de poisson produite à partir de captures issues de la Principale zone de pêche 34 de l'Atlantique Centre-Est, telle que définie par la FAO (« FAO 34 »). Il s'agit de la zone située au large de la côte ouest de l'Afrique, qui s'étend du détroit de Gibraltar jusqu'à l'embouchure du fleuve Zaïre.

L'IA dans la santé, l'agriculture et l'environnement: le LABEF/UAC mobilise les chercheurs africains

Depuis ce lundi 29 janvier 2024, le Bénin accueille la Conférence Humboldt sur l'Intelligence Artificielle en Agriculture, Santé et Environnement. Organisé par le Laboratoire de Biomathématiques et d'Estimations Forestières (LABEF/FSA/UAC), cet atelier constitue une occasion pour les chercheurs de dévoiler les avancées dans ces domaines.



L'Afrique peut s'appuyer sur l'intelligence artificielle pour faire face à de nombreux défis entravant son développement, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'environnement. La richesse des travaux présentés depuis ce lundi à la Conférence Humboldt sur l'Intelligence Artificielle en Agriculture, Santé et Environnement qui se déroule à Abomey-Calavi en est une preuve.

Cette conférence, organisée avec le soutien de la Fondation Alexander von Humboldt (Allemagne), mobilise des experts et des chercheurs du Bénin, du Cameroun, du Nigeria, du Ghana, du Sénégal, du Rwanda, de la Côte d'Ivoire, du Cap-Vert, de la Guinée et de l'Allemagne.

« Il est utile que les chercheurs dans le domaine de l'IA fédèrent les efforts, harmonisent les pratiques et les objectifs de recherche pour plus d'impact. C'est à juste titre que nous organisons cette conférence sur l'IA pour présenter les résultats de recherche, les perspectives, ainsi que les collaborations », a déclaré le Professeur Romain GLELE KAKAI, Directeur du Laboratoire de Biomathématiques et d'Estimations Forestières (LABEF/FSA/UAC).

En réalité, l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique constituent l'un des axes de recherche de ce laboratoire, membre de Artificial Intelligence for Africa Development. Actuellement, un post-doctorat, 6 doctorants et des mastorants travaillent sur des thèmes de recherche en lien avec les applications de l'IA en santé, en agriculture et en environnement.



Le Directeur du LABEF/FSA/UAC a saisi l'occasion pour remercier la Fondation Alexander von Humboldt pour son appui. « Depuis 2007 que je suis entré dans la famille Humboldt à travers la bourse post-doctorale, la fondation ne cesse de soutenir différentes initiatives que je porte. Une présentation sera faite sur la fondation et ses activités pour permettre à tous d'être informés et de postuler à leurs programmes de financement », a-t-il martelé.

Des avancées significatives

Les communications présentées au cours de cette conférence dévoilent les réalisations et avancées du point de vue scientifique, ainsi qu'au niveau des start-ups de l'IA dans les domaines de la santé, de l'agriculture et de l'environnement en Afrique. Il en est de même des défis liés à la mise en œuvre et au déploiement des technologies d'IA dans ces trois secteurs en Afrique et des projections.

Pour le Secrétaire Général du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, l'Afrique reste le continent de l'avenir, et des innovations sont nécessaires dans les secteurs de l'agriculture, de la santé et de l'environnement pour améliorer la sécurité alimentaire sur le

continent, la gestion des maladies et l'accessibilité aux soins de santé, ainsi que la gestion des écosystèmes environnementaux et naturels.



« Le gouvernement de la République du Bénin en a d'ailleurs fait une grande priorité à travers le Ministère du Numérique et de la Digitalisation du Bénin, avec par exemple le projet Sèmè City dont le campus est en cours de construction à Ouidah sur environ 350 hectares et devrait être opérationnel pour la rentrée 2025 », a-t-il fait savoir.

Dans son discours, la représentante de la Fondation allemande Alexander Von Humboldt, le Dr. Charlotte Baeuml, a souligné que l'intelligence artificielle est l'une des choses les plus importantes de notre époque à mettre au service de la santé, de l'agriculture et de l'environnement.

« Le déploiement du numérique en agriculture peut constituer un véritable levier pour contribuer à la transformation des systèmes agricoles et alimentaires face aux effets néfastes des changements climatiques », explique le doyen Professeur

Bonaventure Ahohuendo, doyen de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'UAC.

Le Recteur de l'Université d'Abomey-Calavi, Prof Félicien Avléssi, a souligné que l'intelligence artificielle s'offre comme une opportunité pour résoudre certains problèmes majeurs, optimiser certaines activités humaines du secteur agricole comme le semis, l'entretien des cultures et les récoltes. Cette conférence va permettre de discuter des projections de l'intelligence artificielle dans la santé, l'agriculture et l'environnement en Afrique.

Isidore ATINDEYETIN

14e Sommet du GFMD à Genève : Henri TOTIN remporte le premier prix Migrants4Climate

Après avoir été couronné au siège des Nations Unies à New York avec la GLOBAL COALITION, où il a reçu le prix International des Droits Humains pour un Environnement Sain, le jeune béninois Henri TOTIN a une fois encore révélé le Bénin à l'international. En effet, au cours du 14e Sommet du GFMD (Global Forum on Migration and Development) à Genève, la semaine du 23 janvier 2024, Henri TOTIN, Directeur Exécutif de JEVEV-ONG, a reçu le prestigieux prix Migrants4Climate.



LAUREAT 2023

Vous présente

Premier prix

Henri TOTIN,
ONG Jevev



Le 14e sommet du GFMD (Global Forum on Migration and Development) a eu lieu du 23 au 25 janvier 2024 à Genève en Suisse. Un événement qui a réuni plus de 1000 participants pour des échanges enrichissants sur les innovations, les solutions et les partenariats face à la migration climatique.

La cérémonie de passation de la présidence du Forum Mondial sur la Migration et le Développement (FMMD) entre la France et la Colombie a été marquée par une activité importante. Il s'agit de la distinction Migrants4Climate qui célèbre le rôle essentiel des migrants et des communautés dans la promotion des actions climatiques et dont le premier prix a été attribué au leader environnementaliste béninois Henri Totin. C'est grâce à son projet novateur, la « Route de la Jacinthe d'eau », inspiré de pratiques écologiques autochtones visant à améliorer la qualité et la gestion des territoires.

Outre Henri TOTIN, le deuxième et le troisième prix ont été remportés respectivement par Osiakwa Bismark, fondateur de Réutilisable Bags Gh au Ghana, et Illac Angelo Diaz, fondateur de Liter of Light aux Philippines.

Grâce à ces jeunes, le Bénin, le Ghana et les Philippines se distinguent ainsi en termes d'innovation dans la gestion de la migration climatique avec des projets qui servent d'inspiration pour un avenir durable et inclusif au sein de leurs différentes communautés.

Il est à noter que le prix Migrants4Climate (M4C) 2023 a été lancé en 2022 lors de la 27e Conférence des Parties (COP27) en Égypte. Une initiative du Climate Vulnerable Forum (CVF), dirigé par la présidence du CVF Ghana, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Forum mondial sur la migration et le développement (FMMD), en collaboration avec un large éventail d'organisations. Elle vise à identifier, à travers un processus compétitif, des initiatives innovantes menées par ou avec la participation des migrants et des diasporas, ayant un impact démontré sur

l'action climatique au niveau local.

Rappelons que le prix Migrants for Climate (M4C) est initié pour soutenir les migrants climatiques et les personnes déplacées, exploitant le pouvoir des communautés de migrants pour susciter un changement positif face aux défis climatiques.

Megan Valère SOSSOU

Le LABEF/UAC outil docteurs, doctorants et mastorants

Plusieurs centaines de docteurs, doctorants et mastorants des Universités du Bénin et de la Sous-région Ouest Africaine suivent depuis ce mercredi 24 janvier 2024, en ligne et en présentiel, une formation en écriture scientifique et éthique scientifique. Une opportunité qui leur a été offerte par le Laboratoire de Biomathématiques et d'Estimations Forestières (LABEF), avec le soutien de la Fondation Alexander von Humboldt (Allemagne).



Dans son intervention à l'entame de la formation, le Prof. Romain GLELE KAKAI, Directeur du Laboratoire de Biomathématiques et d'Estimations Forestières (LABEF/FSA/UAC), a souligné l'importance d'une publication scientifique de qualité. «La publication scientifique vous permet de vous faire connaître en tant que chercheur dans votre domaine, d'y faire avancer les connaissances pour une meilleure prise de décision par les politiques, mais également d'accroître votre crédibilité dans la soumission de projets de recherche pour financement par les bailleurs. Les partenaires financiers ne vont pas investir dans un projet hasardeux sans s'assurer de votre capacité à produire de la connaissance. Il y a également des intérêts professionnels », a-t-il expliqué.

Cette formation intervient dans un contexte où le plagiat et les revues prédatrices sont devenus des fléaux majeurs, au point qu'il est devenu primordial que le chercheur soit sensibilisé et outillé pour les éviter. Ainsi, en procédant au lancement des travaux, Prof. Marcel HOUINATO, Directeur de l'École Doctorale de la Faculté des Sciences Agronomiques de l'UAC, a salué l'initiative avant d'inviter les participants à se départir de ces mauvaises pratiques en se formant et en mettant de la rigueur scientifique dans leur travail. « Ce n'est pas le nombre de pages qui compte, mais la qualité du contenu. Faites attention à la qualité de vos travaux et au

plagiat », a-t-il martelé.

678 mastorants, doctorants et docteurs se sont inscrits pour participer à cette formation qui se déroule du 24 au 26 janvier 2024. « Cela témoigne de l'intérêt de la formation, et nous ferons en sorte de multiplier de telles opportunités de formation », a rassuré le Prof. Romain GLELE KAKAI. Outre le directeur du LABEF, la formation est assurée par d'éminents chercheurs, notamment le Directeur de Recherche Guy MENSAH, le Professeur Achille ASSOGBADJO, et le Professeur Sylvain KPENAVOUN.

De nombreux conseils ont été prodigués concernant les caractéristiques d'un manuscrit de qualité, le processus de soumission et les attentes pour espérer un retour favorable.

Megan Valère SOSSOU

Optez pour les charbons écologiques, une décision positive pour la Planète

Pour préserver les forêts dans leur rôle de régulation du climat, il faut désormais opter pour les charbons écologiques. C'est l'essentiel à retenir du message de la Plateforme des Acteurs de la Société Civile au Bénin (PASCiB) à travers son projet BENKADI dans une nouvelle vidéo publiée sur YouTube.



Dans un contexte marqué par les problèmes environnementaux, les charbons écologiques sont bien plus qu'une alternative durable, ils représentent un choix conscient pour l'environnement. Fabriqués à partir de sources renouvelables telles que les résidus agricoles, les coques de noix de coco et les sciures de bois recyclées, ils contribuent à la gestion durable des ressources naturelles.

□ **Avantages des Charbons Écologiques:**

- Fabriqués à partir de sources renouvelables.
- Moins de fumée et d'émissions toxiques.
- Réduction de la déforestation et préservation de la biodiversité.
- Moins d'énergie nécessaire à leur production, réduisant l'empreinte carbone.

□ **Inconvénients des Charbons de Bois Traditionnels:**

- Déforestation et perte de biodiversité.
- Émissions polluantes contribuant à la pollution atmosphérique.

□ Impact négatif sur le changement climatique.

Opter pour les charbons écologiques, c'est contribuer à la préservation des écosystèmes forestiers et à lutter contre des problèmes environnementaux majeurs tels que la déforestation, le changement climatique et la pollution de l'air.

Megan Valère SOSSOU

Changement climatique et évolution démographique : les populations en sacrifice

Le Bénin est davantage exposé à l'insécurité alimentaire que le Yémen en raison des impacts du changement climatique.

[La Fiche de Données sur la Population Mondiale](#) pour le compte de l'année 2023 réalisée par Population Reference Bureau (PRB) a été rendue publique le 15 janvier dernier. Elle met l'accent sur le rôle essentiel des données démographiques dans la préparation et l'adaptation des pays face au changement climatique. Cette fiche offre un autre regard sur la manière dont l'analyse des caractéristiques de la population peut guider les décideurs dans l'allocation stratégique des ressources et la préparation des systèmes pour faire face aux défis climatiques.



Ainsi, les caractéristiques de la population, telles que l'âge, le sexe et le statut socio-économique demeurent les facteurs clés qui rendent certaines personnes plus vulnérables aux effets néfastes du changement climatique. Comprendre ces caractéristiques permet aux pays d'améliorer la résilience de leurs populations, les aidant à s'adapter aux effets variés du changement climatique, tels que l'augmentation des températures, les inondations fréquentes, les perturbations de la production alimentaire et les dommages aux infrastructures.

Les indicateurs présentés dans cette nouvelle fiche, mettent en lumière l'étendue des défis à relever. La fiche prévoit une variation significative des taux de mortalité annuels pour 100 000 personnes entre 2040 et 2059 en raison des effets du changement climatique sur la température quotidienne. Les chiffres varient de manière frappante, avec 53 au Niger, 42 au Pakistan, 44 au Burkina Faso et 19 en Australie.

L'équation à trois inconnus

L'augmentation de la mortalité, la migration climatique et

l'insécurité alimentaire sont les trois conséquences majeures incriminées. Les chiffres contenus dans la fiche indiquent qu'à la fin de 2022, 8,7 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison de catastrophes, avec des chiffres particulièrement préoccupants au Pakistan, au Nigeria et en République démocratique du Congo (RDC).

À l'échelle mondiale, 69 % des personnes vivant dans des pays à faible revenu (PFR) sont touchées par une insécurité alimentaire modérée à grave. Des pourcentages alarmants sont observés en Sierra Leone (89 %), en Afghanistan (79 %), au Bénin (74 %) et au Yémen (67 %).

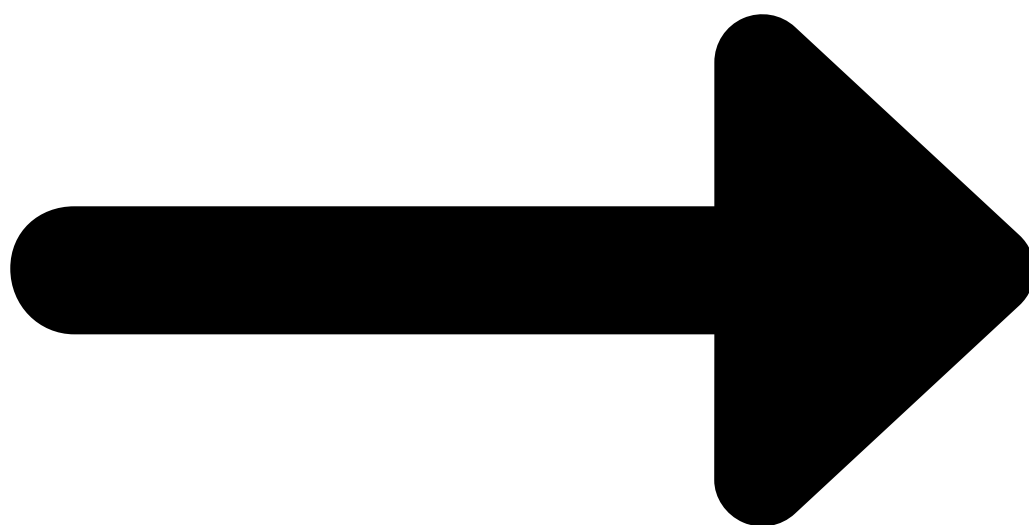
Les projections de décès pour 100 000 personnes en raison du changement de température entre 2040 et 2059, le nombre impressionnant de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison de catastrophes, le pourcentage de la population urbaine vivant dans des bidonvilles et le pourcentage de la population en insécurité alimentaire modérée à grave sont autant de témoignages de l'impact imminent du changement climatique sur les populations. Des populations en sacrifice à l'autel de l'inaction climatique.

Megan Valère SOSSOU

Intérêt de l'analyse de cette fiche de données sur la population mondiale

Cette analyse croisée entre la vulnérabilité de la population et le risque d'exposition aux chocs climatiques doit servir aux décideurs de cibler les régions les plus nécessiteuses. Elle ouvre la voie à une utilisation plus efficace des ressources et à la préparation proactive des populations face aux changements climatiques. Car comprendre l'impact du changement climatique et l'évolution démographique permet aux pays d'améliorer la résilience de leurs populations, les

aidant à s'adapter aux effets variés du changement climatique, tels que l'augmentation des températures, les inondations fréquentes, les perturbations de la production alimentaire et les dommages aux infrastructures.

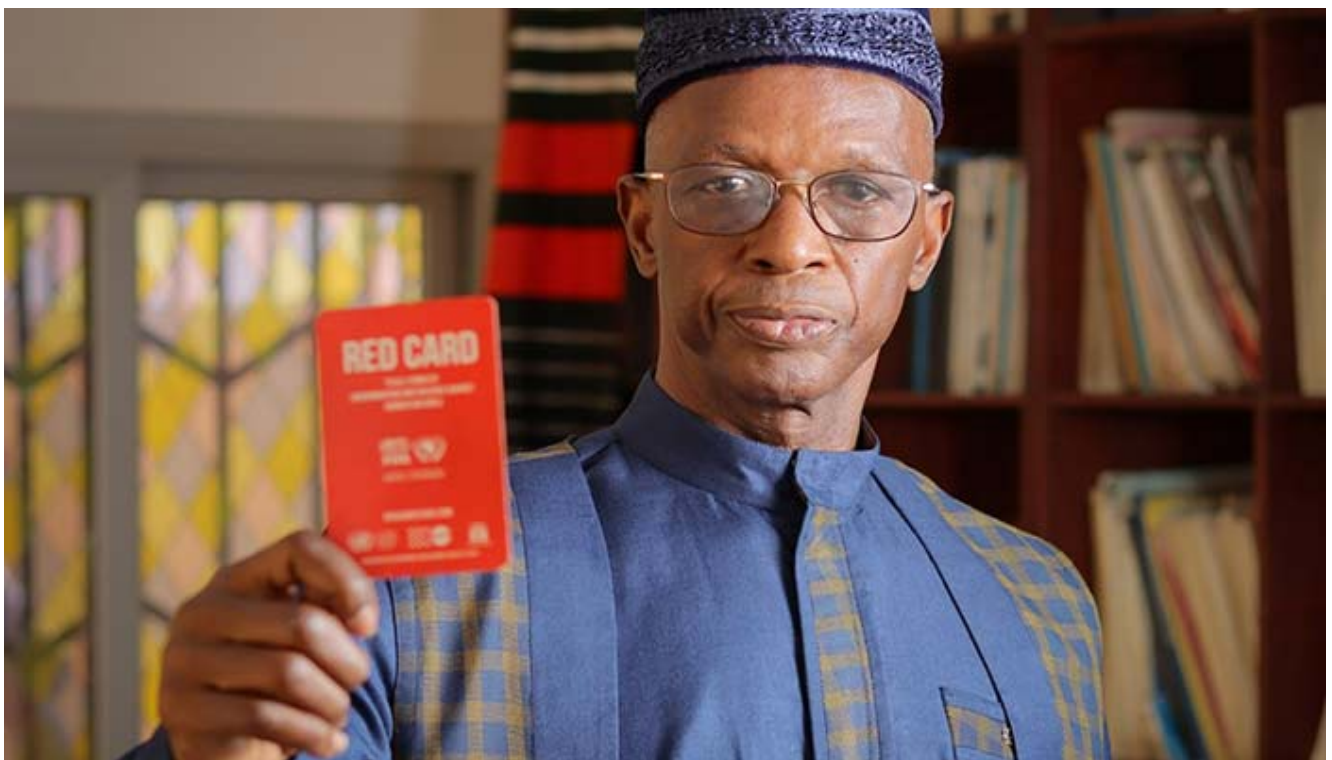


[Lire la suite](#)

CAN 2023 / Campagne Carton Rouge : Le REMAPSEN s'engage avec l'ARDN contre les

Violences Basées sur le Genre

Les membres du Réseau des médias africains pour la promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN) ont récemment participé à un webinaire avec le Dr Djibril Diallo, Président Directeur Général du Réseau de la Renaissance Africaine et de la Diaspora (ARDN), le mercredi 17 janvier. Le thème du webinaire était axé sur la « Campagne carton rouge aux violences basées sur le genre (VBG) : Enjeux, défis et perspectives ».



La campagne de mobilisation, baptisée « Carton rouge contre les violences basées sur le genre (VBG) », a été inaugurée le 12 décembre 2023 à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Prévue sur une période de 12 mois, elle s'inscrit dans le contexte de la 34ème édition de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN), qui se déroule en Côte d'Ivoire depuis le 13 janvier et se clôturera le 11 février prochain.

Le Dr Djibril Diallo a souligné dans son intervention à l'entame que cette initiative, soutenue par le Comité d'Organisation de la Coupe d'Afrique des Nations et le

ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant de la Côte-d'Ivoire, vise à sensibiliser les acteurs du football sur l'importance de lutter contre les violences envers les femmes et les filles. L'objectif est d'obtenir des engagements concrets de leur part pour mettre fin à ce phénomène mondial et favoriser l'épanouissement des femmes.

Les violences basées sur le genre (VBG), reconnues depuis des décennies comme le résultat de rapports de force historiquement inégaux entre hommes et femmes, sont un obstacle majeur à la promotion des femmes et à leurs libertés fondamentales. Cette campagne se déroulera en quatre phases clés, incluant un projet de jumelage entre des municipalités américaines et africaines, l'amélioration de la qualité de l'enseignement supérieur, un partenariat avec les médias pour renforcer la couverture de sujets pertinents, et la promotion des investissements entre le secteur privé américain et les opérateurs économiques africains.

Conscient du rôle des médias dans la lutte contre les VBG, le Dr Djibril Diallo a annoncé la signature d'un partenariat entre le REMAPSEN et l'ARDN. Ce partenariat vise à atteindre les objectifs de la campagne, en mettant l'accent sur le soutien aux victimes de ces violences.

Il est à noter que le lancement de cette campagne se poursuivra au Burkina Faso, après avoir été déployée dans plusieurs pays d'Afrique, des Caraïbes, d'Amérique latine et aux États-Unis en collaboration avec l'UNFPA, ONU Femmes, la FIFA et le PNUD/Afrique. L'ARDN, basée à New York, agit dans plus de 80 pays avec pour objectif fondamental le renforcement des liens entre l'Afrique et sa diaspora, tout en contribuant aux Objectifs de Développement Durable (ODD).

Megan Valère SOSSOU

Prévention du paludisme : arrivée des premières doses de vaccins au Bénin

Alors que le Cap-Vert célèbre sa certification officielle en tant que pays exempt de paludisme, le Bénin, de son côté, redouble d'efforts dans la lutte contre cette maladie. Le pays reçoit ses premières doses de vaccins contre le paludisme. Ces livraisons de vaccins antipaludiques destinés aux enfants de moins de deux ans dans les pays africains annoncent l'imminence de la vaccination à grande échelle contre le paludisme. Au total, 215 900 doses de vaccins antipaludiques RTS,S recommandés par l'OMS et achetés par l'UNICEF avec le soutien de Gavi, sont arrivées au Bénin ce lundi 15 janvier 2023.



La cérémonie officielle de réception a été présidée par le Ministre de la Santé du Bénin, Benjamin Hounkpatin et le Coordonnateur Résident des Nations Unies, en présence des chefs d'Agences de l'UNICEF et de l'OMS, ainsi que des responsables de l'Agence Nationale des Soins de Santé Primaires.

Le Ministre de la Santé, Benjamin Hounkpatin, a indiqué : « La réception officielle des premières doses du vaccin contre le paludisme marque un coup d'accélérateur dans la lutte contre cette maladie, notamment pour réduire le taux de mortalité des enfants. Il encourage les populations, en particulier les parents, à faire vacciner leurs enfants contre le paludisme pour les protéger contre cette maladie mortelle. Le Ministre de la Santé a ajouté que l'introduction du vaccin contre le paludisme dans le PEV favorisera l'amélioration globale de la santé et du bien-être des femmes, des nouveau-nés, des enfants et des adolescents.



Le Coordonnateur Résident des Systèmes des nations unies,

Salvator Niyonzima a souligné l'importance cruciale de l'arrivée des vaccins au Bénin : « L'introduction du vaccin contre le paludisme dans le Programme élargi de vaccination (PEV) contribuera significativement à la réduction des cas graves et, surtout, des décès d'enfants liés au paludisme ».

Il a particulièrement mis en avant l'importance de continuer à renforcer les programmes de lutte contre le paludisme, à susciter l'implication des communautés et à déployer d'autres outils de prévention, tels que les moustiquaires imprégnées d'insecticide de longue durée, afin de réduire efficacement le taux de mortalité et d'incidence du paludisme.

L'arrivée de ces doses de vaccins marque un tournant dans la lutte contre le paludisme au Bénin en particulier celui vers une vaccination plus large contre l'une des maladies les plus mortelles pour les enfants de 0 à deux ans en Afrique. Au Bénin, le paludisme est la première cause de décès chez les enfants de moins de cinq ans.



En effet, il s'agit du fruit de la manifestation d'intérêt pour l'introduction de ce vaccin dans le programme de vaccination de routine soumise par le Gouvernement du Bénin et approuvée par Gavi, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination.

Pour rappel, le Bénin est le quatrième pays à recevoir des doses de vaccins RTS,S après le Cameroun, la Sierra Leone et le Burkina-Faso, marquant ainsi la fin de la phase pilote de la vaccination antipaludique. Cette livraison permettra au Bénin de commencer l'administration du vaccin antipaludique aux enfants en 4 doses (6 mois, 7 mois, 9 mois et aux enfants de moins de 2 ans) dès le premier trimestre 2024 par l'intermédiaire du Programme Elargi de Vaccination soutenu par GAVI, l'Alliance mondial du Vaccin.

Megan Valère SOSSOU

Quelques statistiques à propos

Chaque minute ou presque, un enfant de moins de 5 ans meurt du paludisme. Selon l'OMS, en 2021, le monde a enregistré 247 millions de cas de paludisme et 619 000 décès liés à la maladie. Parmi les personnes décédées, 77 % étaient des enfants de moins de 5 ans, dont la majorité vivait en Afrique. Cette dernière, qui est le continent le plus durement touché par le paludisme, a enregistré près de 95 % des cas dans le monde et 96 % des décès liés à la maladie en 2021.

Au Bénin, plus de 4,7 millions de cas de paludisme et 10 000 décès avaient été signalés en 2020 parmi les 12,1 millions d'habitants, principalement chez les enfants de moins de cinq ans selon les données de l'OMS. Depuis 2019, dans le cadre du programme pilote, connu sous le nom de Programme de mise en œuvre du vaccin antipaludique (MVIP), le Ghana, le Kenya et le Malawi administrent les quatre doses du vaccin antipaludique aux enfants dès l'âge de 5 mois dans les districts les plus touchés.

Plus de deux millions d'enfants ont ainsi bénéficié du vaccin antipaludique dans ces trois pays africains grâce à ce programme. Résultat : le taux de mortalité toutes causes confondues a chuté de 13 % chez les enfants en âge de recevoir le vaccin, et le nombre de cas graves et d'hospitalisations liées au paludisme a considérablement diminué.

**Le Cap-Vert certifié, exempt
du paludisme par**

L'Organisation Mondiale de la Santé

Depuis le vendredi 12 janvier 2024, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé une nouvelle prouesse dans la lutte mondiale contre le paludisme. En effet, elle a certifié officiellement le Cap-Vert comme exempt de cette maladie. Cette réalisation marque une étape historique pour le pays, le positionnant en tant que troisième nation de la région africaine de l'OMS à obtenir le statut de pays exempt de paludisme.



Le pays rejoint ainsi un groupe sélect de 42 autres nations et un territoire dans le monde qui ont déjà reçu cette reconnaissance de l'OMS. Le Dr Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS, a exprimé sa reconnaissance envers le gouvernement et le peuple du Cap-Vert pour leur engagement et leur résilience dans l'éradication du paludisme.

Il souligne que : « *La certification par l'OMS de l'absence de paludisme au Cabo Verde témoigne de la puissance de la planification stratégique de la santé publique, de la collaboration et des efforts soutenus pour protéger et promouvoir la santé. Le succès de Cabo Verde est le dernier en date dans la lutte mondiale contre le paludisme et nous donne l'espoir qu'avec les outils existants, ainsi que les nouveaux, y compris les vaccins, nous pouvons oser rêver d'un monde sans paludisme* ».

Le Cap-Vert a accompli cette prouesse grâce à la mise en œuvre efficace d'un plan stratégique de lutte contre le paludisme entre 2009 et 2013. Après avoir surmonté des défis majeurs liés au paludisme par le passé, le pays est désormais positionné pour bénéficier économiquement de cette certification, en particulier dans le secteur du tourisme, qui représente environ 25 % de son PIB.

En tant que pays exempt de paludisme, le Cabo Verde peut désormais accueillir des voyageurs en toute confiance, sans le risque de la maladie, anticipant ainsi une augmentation significative du nombre de visiteurs. Cette réussite témoigne du pouvoir de la persévérance, de la planification stratégique et de l'engagement continu dans la lutte mondiale contre le paludisme.

Megan Valère SOSSOU

**S'adapter à la
désertification en Afrique :**

Une perspective critique sur les approches conventionnelles

Les perceptions de la désertification en Afrique suscitent des controverses. Les Experts scientifiques Emmanuel Chauvin, Pierre Hiernaux et Christine Raimond l'ont exprimé dans un document paru en cette année 2024 dans la collection Enjeux Sciences. Des réflexions qui soutiennent que les visions de la désertification, ses causes et ses effets varient considérablement en fonction des acteurs qui l'abordent. En Afrique par exemple, les trois experts ont mis en lumière le fait que le concept de désertification est souvent une construction coloniale, mal compris sur le plan écologique et lié aux systèmes d'activités rurales.



L'analyse scientifique de cette construction a été réalisée, mais elle est parfois adoptée sans discernement par les États postcoloniaux et les acteurs internationaux. Ces derniers utilisent souvent la désertification pour justifier leurs actions dans les domaines de l'environnement et du développement.

A les croire, les théories attribuant principalement la

désertification à des causes anthropiques sont persistantes. Elles mettent la responsabilité de la dégradation des sols sur les pratiques agro-sylvo-pastorales, telles que la surexploitation, l'itinérance des cultures, l'élevage pastoral transhumant et les feux de brousse. Ces idées orientent souvent les mesures proposées pour prévenir ou remédier à la désertification, comme la sédentarisation des éleveurs, la fixation des activités agropastorales et le reboisement, impliquant parfois l'exclusion de populations et la réduction des droits d'accès.

Cependant, les sociétés rurales et urbaines vivant dans ces régions ont développé des adaptations séculaires aux climats arides, semi-arides et subhumides secs. Ces adaptations sont souvent en contradiction avec les approches préconisées par les projets de développement pour contrer la désertification.

Les écosystèmes de ces régions se sont formés en réponse à une contrainte hydrique majeure et saisonnière, associée à des températures élevées. Les pluies, survenues pendant la période où les jours sont les plus longs et les températures élevées, sont un avantage pour la végétation et l'agriculture. La variabilité dans la distribution des pluies, du ruissellement et de l'écoulement de subsurface, ainsi que la diversité de la fertilité biochimique des sols, expliquent la répartition hétérogène de la végétation et de ses productions.

Face à la rareté et à la variabilité des ressources, les sociétés africaines ont développé des adaptations diverses, articulées autour de cinq principes : l'exploitation extensive des ressources, la mobilité et la migration, la multiactivité des exploitations, la multifonctionnalité des espaces et les complémentarités régionales entre zones agroécologiques contrastées reposant sur les flux de produits.

Cette perspective remet en question les approches conventionnelles et souligne l'importance de comprendre les adaptations locales pour élaborer des stratégies efficaces

contre la désertification en Afrique. La reconnaissance de la richesse des connaissances autochtones et des pratiques traditionnelles peut offrir des solutions plus durables et respectueuses de l'environnement ont-ils écrit.

Megan Valère SOSSOU